

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AFR 24/016/2005 – ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 134/05 (AFR 44/009/2005 du 20 mai 2005)

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## PRÉOCCUPATIONS POUR LA SANTÉ CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / CRAINTES DE TORTURE

**GUINÉE ÉQUATORIALE** Trois ressortissants de la Guinée équatoriale :

**Florencio Elá Bibang (h)**

**Felipe Esono Ntumu (h)**

**Antimo Edú (h)**

---

Londres, le 26 août 2005

Selon des informations récemment recueillies par Amnesty International, Florencio Elá Bibang, Felipe Esono Ntumu et Antimo Edú ont été enlevés au Nigéria et sont actuellement détenus au secret dans la prison de Black Beach, à Malabo, capitale de la Guinée équatoriale. Ils risquent d'être soumis à des actes de torture ou à d'autres formes de mauvais traitements. Florencio Elá Bibang souffre d'hépatite A (et non de diabète, comme cela avait été indiqué par erreur dans l'AU 134/05, AFR 44/009/2005) et il est à craindre qu'il ne reçoive pas les soins médicaux qui lui sont nécessaires.

D'après les renseignements reçus par l'organisation, ces trois hommes ont été arrêtés par les autorités nigérianes à la fin du mois d'avril, alors qu'ils se trouvaient à proximité de la frontière entre le Cameroun et le Nigéria ; ils cherchaient manifestement à gagner le Bénin afin d'y déposer une demande d'asile. Ils ont été placés en détention dans des locaux des services de renseignements militaires à Lagos, au Nigéria. Ils y auraient été enlevés par une quinzaine de membres des services de sécurité équato-guinéens, parmi lesquels figuraient trois officiers de haut rang, qui auraient versé des pots-de-vin aux responsables de ce lieu de détention. Florencio Elá Bibang, Felipe Esono Ntumu et Antimo Edú ont alors été conduits dans la capitale du Nigéria, Abuja, puis transférés par avion à Malabo dans un appareil de GEASA, une compagnie aérienne privée équato-guinéenne.

Selon les informations reçues par Amnesty International, les forces de sécurité de la Guinée équatoriale se sont déjà livrées à plusieurs reprises à des enlèvements de ressortissants équato-guinéens réfugiés dans des pays voisins.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

### APPELS DESTINÉS AUX AUTORITÉS ÉQUATO-GUINÉENNES :

- faites part de votre inquiétude pour la sécurité de Florencio Elá Bibang, Felipe Esono Ntumu et Antimo Edú, qui sont actuellement détenus au secret dans la prison de Black Beach ;
- demandez instamment que Florencio Elá Bibang bénéficie des soins médicaux spécifiques qui lui sont nécessaires et que les trois hommes soient autorisés à consulter un avocat, à entrer en contact avec leurs proches et à recevoir tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- demandez que ces trois hommes bénéficient de conditions de détention conformes aux normes internationales relatives au traitement des détenus et rappelez que celles-ci interdisent le recours à la torture et aux mauvais traitements ;
- dites-vous préoccupé par le fait que ces trois hommes ont été retirés illégalement du lieu où ils étaient détenus au Nigéria ;
- exhortez les autorités à mettre un terme à la pratique consistant à enlever des citoyens de leur pays à l'étranger ;
- engagez-les à traduire en justice les responsables présumés de cet enlèvement ;
- priez-les de libérer ces trois hommes sans délai, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction prévue par la loi.

**NB : il est possible que les télécopieurs soient éteints en dehors des heures de bureau ; il faut ajouter une heure à l'heure GMT pour obtenir l'heure locale.**

**Président de la République :**

General Teodoro Obiang Nguema Mbasogo  
Presidente de la República  
Gabinete del Presidente de la República  
Malabo, Guinée équatoriale

**Fax :** +240 09 3313 / 3334

**Formule d'appel :** *Excelencia*, / Monsieur le Président de la République,

**Ministre de la Justice :**

Sr. Don Angel Masié Mibuy  
Ministro de Justicia y Culto  
Ministerio de Justicia y Culto  
Malabo

Guinée équatoriale

**Fax :** +240 09 2126

**Formule d'appel :** *Sr. Ministro*, / Monsieur le Ministre,

**Procureur général :**

Sr. Don José Oló Obono  
Fiscal General de la República  
Fiscalía General de la República  
Malabo, Guinée équatoriale

**Fax :** +240 09 1338

**Formule d'appel :** *Sr Fiscal*, / Monsieur le Procureur général,

**APPELS DESTINÉS AUX AUTORITÉS NIGÉRIANES :**

– demandez instamment aux autorités de mener une enquête indépendante et impartiale sur les informations selon lesquelles ces trois hommes ont été enlevés alors qu'ils se trouvaient dans des locaux des services de renseignements militaires à Lagos, de rendre publics les résultats de ces investigations et de déférer les responsables présumés à la justice.

**Ministre de la Justice et procureur général du Nigéria :**

Chief Bayo Ojo  
Minister of Justice and Attorney General of the Federation  
Attorney-General's Chambers  
Federal Secretariat Complex  
10th Floor, Shehu Shagari Way  
PMB 192 Abuja  
Nigéria

**Fax :** + 234 9 523 5208

**Formule d'appel :** *Your Excellency*, / Monsieur le Ministre,

**COPIES À :**

**Ministre des Affaires étrangères de Guinée équatoriale :**

Sr Don Pastor Micha Ondo Bilé  
Ministro de Asuntos Exteriores  
Ministerio de Asuntos Exteriores  
Malabo

Guinée équatoriale

**Fax :** +240 09 3132 / 2320

**Président de la Commission parlementaire des droits humains de Guinée équatoriale :**

Sr Don Salomón Nguema Owono  
Presidente de la Cámara de Representantes del Pueblo y de la Comisión de Derechos Humanos de la Cámara de Representantes del Pueblo

Avenida de la Independencia s/n

Apartado 51, Malabo, Guinée équatoriale

**Fax :** +240 09 3313

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Guinée équatoriale et du Nigéria dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 7 OCTOBRE 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*